



PREFECTURE DE LA REUNION

CABINET
Etat Major de Zone
Et de Protection Civile
De l'Océan Indien

ARRETE N°1151
Portant réquisition individuelle
de personne

Le Préfet de la Région et du Département de la Réunion
Officier de la Légion d'Honneur

- VU le code de la défense partie législative dans ses articles L-1111, L-1121, L-1131, L-1141, L-1142, L-1221 et L1331 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;
- VU l'article L 2215-1 / 4° du code général des collectivités territoriales institué par l'article 3 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 relative à la sécurité intérieure ;

Considérant le préavis de grève pour la journée du 22 mai 2008 de 00h00 à 24h00 ;

Considérant qu'il est impératif d'assurer la permanence des vols et du fonctionnement de l'aéroport de St – DENIS GILLOT, dans le cadre du maintien de la continuité territoriale avec la métropole et des liaisons régionales, aux fins de préserver notamment les évacuations sanitaires et l'acheminement des médicaments et produits médicaux ;

Considérant que toute perturbation de l'acheminement du fret par voie aérienne, est de nature à porter préjudice à l'économie locale ;

Considérant que la sécurité incendie des aérogares de fret et passagers au travers de la centrale d'alarme incendie, des missions de secours à personnes et de surveillance des moyens et issues de cours, est indispensable à la sécurité des personnes et des biens à l'aéroport de GILLOT ;

Considérant l'impossibilité d'assurer cette mission de sécurité des installations de l'aéroport de GILLOT par d'autres moyens ;

Considérant le caractère d'urgence avérée ;

Considérant que la présence de Monsieur ISSIANGUE Jean-Louis, Agent ERP, chargé d'assurer la sécurité incendie des aérogares de fret et passagers, est indispensable à la sécurité des vols au départ et à l'arrivée à l'aéroport de GILLOT ;

ARRETE :

Article 1^{er} : Monsieur ISSIANGUE Jean-Louis, domicilié 25 Rue Fernando Bel Air 97480 SAINT JOSEPH, est réquisitionné aux dates et heures suivantes à l'effet d'assurer son service habituel à l'aéroport de St – DENIS GILLOT :

- 22/05/2008 de 05h45 à 14h00

La fin de service n'étant cependant effective qu'une-demi heure après le mouvement du dernier vol commercial

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours formé auprès du tribunal administratif de Saint-Denis, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 3 : Le refus d'exécuter les mesures prescrites par l'autorité requérante constitue un délit qui expose les personnes requises aux sanctions prévues à l'article L2215-1 / 4° dernier alinéa du code général des collectivités territoriales.

Article 4 : Le directeur du cabinet du Préfet, le secrétaire général de la préfecture en sa qualité de sous – préfet de l'arrondissement de St - DENIS et le directeur régional de l'aviation civile, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Saint Denis, le 19 mai 2008

POUR LE PRÉFET ET PAR DÉLÉGATION,
LE SOUS PRÉFET, DIRECTEUR DE CABINET,

signé

DIDIER

PEROCHEAU